

BRÈVES - AFRIQUE DE L'EST ET OCÉAN INDIEN DU 16 AU 22 OCTOBRE 2019

FAITS SAILLANTS

- **Régional** : révision des chiffres du PIB à l'occasion du rapport WEO du FMI d'octobre 2019
- **Djibouti** : subvention de 7 MEUR de l'AFD pour le second programme de développement urbain intégré
- **Ethiopie** : révision à la baisse de la croissance du PIB à 7,4 % pour 2019 par le FMI
- **Kenya** : KenHA conclue le premier PPP autoroutier du pays
- **Madagascar** : rachat de 71 % des parts de la BMOI par le groupe marocain BCP
- **Ouganda** : la mise à jour de l'année de référence des indicateurs économiques nationaux ouvre la voie à des emprunts plus favorables
- **Rwanda** : projet de promotion de systèmes de cuisson durable financé par l'UE
- **Soudan** : arrêt des exportations d'animaux vivants vers l'Arabie Saoudite et l'Égypte
- **Tanzanie** : restriction des avantages accordés à l'investisseur chinois en charge du port de Bagamoyo

BRÈVES REGIONALES

- **Révision des chiffres du PIB à l'occasion du rapport WEO du FMI d'octobre 2019**

Plusieurs pays de la région ont vu leur PIB substantiellement révisé par rapport à la dernière version du WEO d'avril 2019 :

- compte tenu de la difficulté de collecter des données dans ces pays, les récentes missions du FMI en Erythrée et en Somalie ont conduit à des réductions significatives du PIB comptabilisé : il s'établirait désormais à 2 Mds USD en 2018 pour l'Erythrée, au lieu de 7 Mds USD, et à 4,7 Mds pour la Somalie, contre 7,5 Mds précédemment.

- aux Comores, il est rehaussé de 60 % à 1,3 Mds USD, du fait de l'application du SCN93, intégrant notamment l'économie formelle de manière plus fine. Le PIB/habitant de 2019 est donc de 1350 USD, classant le pays parmi les pays à revenu intermédiaire.

- le PIB djiboutien est augmenté de 30 %, avec la prise en compte des activités de transbordement. Le PIB/habitant atteint 2936 USD en 2019.

Concernant la croissance, le FMI a notamment réévalué à la hausse sa prévision pour la Tanzanie à 5,2 % en 2019 contre une estimation initiale de 4,0 %.

Pays	Actualisation d'octobre 2019 des prévisions du PIB (Md USD)			Différence par rapport aux prévisions d'Avril 2019		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Burundi	3,4	3,6	3,7	0,0	0,0	0,0
Comores	1,2	1,2	1,3	↑ 0,4	↑ 0,5	↑ 0,5
Djibouti	2,9	3,2	3,4	↑ 0,7	↑ 0,8	↑ 0,8
Erythrée	2,0	2,1	2,2	↓ -4,7	↓ -5,6	↓ -5,9
Ethiopie	80,3	91,2	103,6	0,0	↑ 0,2	↑ 4,2
Kenya	87,9	98,6	109,1	↓ -1,3	↓ -0,6	0,0
Madagascar	12,1	12,6	13,6	0,0	↓ -0,2	↑ 0,1
Maurice	14,2	14,4	14,9	↓ -0,1	↓ -0,4	↓ -0,9
Ouganda	28,1	30,7	33,9	0,0	↑ 0,3	↑ 0,3
Rwanda	9,5	10,2	11,1	0,0	0,0	0,0
Seychelles	1,6	1,6	1,7	0,0	0,0	↓ -0,1
Somalie	4,7	5,0	5,2	↓ -2,8	↓ -2,9	↓ -3,1
Soudan	34,3	30,9	33,7	↑ 0,4	↓ -0,6	↑ 2,6
Soudan du Sud	4,6	3,7	3,4	↑ 0,7	↑ 0,5	↑ 0,6
Tanzanie	56,9	62,2	67,2	↓ -1,0	↑ 1,2	0,0

BRÈVES PAYS

DJIBOUTI

▪ **Subvention de 7 MEUR de l'AFD pour le second programme de développement urbain intégré (PDUI-2).** L'Agence française de développement (AFD) et le gouvernement djiboutien ont signé, le 9 octobre, une convention de financement d'un montant de 7 MEUR pour le projet de développement urbain intégré 2 bis (PDUI- 2bis). Cette aide permettra de compléter l'enveloppe initiale du PDUI-2 (subvention de 6 MEUR) lancée en 2017 afin d'améliorer les conditions de vie dans les quartiers précaires de Layableh et Moustiquaire de Djibouti-Ville. La restructuration du quartier de Layableh-Moustiquaire s'inscrit dans le programme « Zéro Bidonville » porté par le gouvernement et financé par la Banque mondiale.

ETHIOPIE

▪ **Révision à la baisse de la croissance du PIB à 7,4 % pour 2019 par le FMI.** Dans son dernier WEO, le FMI a annoncé une prévision de croissance du PIB éthiopien à 7,4 % pour 2019 (en baisse de -0,3 point par rapport aux prévisions d'avril), contre 7,7 % en 2018 et 10,1 % en 2017. Ce ralentissement pourrait notamment s'expliquer par le rationnement de l'électricité auquel les industries ont dû faire face pendant près de deux mois. La situation macroéconomique devrait rester fragile en raison du niveau d'inflation élevée (+14,6 % estimé en 2019 ; +5,3 points par rapport aux prévisions d'avril) et des déficits courant (-6 % du PIB ; pas de changement) et budgétaire (-2,8 % du PIB ; -0,2 point).

KENYA

▪ **KeNHA conclue le premier PPP autoroutier du pays.** L'agence nationale des autoroutes KeNHA a conclu un accord avec *China Road and Bridge Corporation* (CRBC) pour la construction d'une autoroute concédée à 2x2 voies longue de 27 kilomètres et partiellement surélevée entre Mlolongo au sud de Nairobi et James Gichuru Road dans l'ouest de la ville. Le coût du projet est estimé à 60 Mds KES (environ 600 MUSD). L'accord prévoit une période de concession de 30 ans et des recettes de péages exclusivement confiées au concessionnaire qui prend en charge le risque trafic. Des clauses du contrat permettent toutefois au concessionnaire d'ajuster librement le niveau des péages en fonction de l'évolution de la parité KES/USD et engagent les autorités kényanes à ne pas développer de projets concurrents pendant la durée du contrat.

▪ **Inauguration de la deuxième phase du SGR.** La deuxième phase de développement du réseau ferroviaire à écartement standard (SGR) a été inaugurée le 16 octobre 2019. Cette section, longue de 120 km entre Nairobi et le comté de Naivasha, a coûté environ 150 Mds KES (soit 1,5 Mds USD) et prolonge la ligne Mombasa-Nairobi lancée en mai 2007. Le trafic n'est pour l'instant ouvert qu'au transport de passager, le fret devant suivre dans 2 mois. La ligne s'achève à Mai Mahiu et Suswa, dont la réalisation des parcs industriels est pour l'instant retardée par des plaintes des propriétaires fonciers. Sa prolongation vers Kisumu et l'Ouganda n'est plus d'actualité depuis le refus de la Chine de financer les prochaines phases du projet mi-2019. L'inauguration de la ligne réalisée par CCCC intervient le même jour que l'annonce du lancement du premier PPP autoroutier réalisé par CRBC, filiale de CCCC (cf. *supra*).

MADAGASCAR

▪ **Rachat de 71 % des parts de la BMOI par le groupe marocain BCP.** Le groupe marocain Banque Centrale Populaire (BCP) a annoncé le 17 octobre le rachat de 71 % des parts de la Banque Malgache de l'Océan Indien (BMOI) au groupe Banque Populaire-Caisse d'Épargne (BPCE) après obtention des autorisations réglementaires. Ce rachat fait suite à celui de la Banque des Mascareignes de l'Île Maurice en 2018 en partenariat avec le groupe malgache Sipromad. Récemment renommée *BCP Bank Mauritius*, cette dernière dispose d'une filiale malgache, la Banque des Mascareignes de Madagascar (BMM). La Société Générale Madagasikara (SGM) est dorénavant la seule grande banque française présente dans la Grande Île. BPCE est également au capital de BCP à hauteur de 4,5 % depuis mai 2012.

OUGANDA

▪ **La révision du PIB ouvre la voie à des emprunts plus favorables.** Le Bureau des statistiques d'Ouganda a effectué une révision comptable du PIB, à partir de l'année fiscale de référence 2016/17, tout en apportant des corrections sur l'appréciation des secteurs minier et pétrolier, afin de dépeindre plus fidèlement la réalité. Toutefois, ces informations ne sont pas confirmées dans le WEO d'octobre du FMI. Le PIB/habitant serait de 13 % plus élevé, à 934 USD en 2017/18 ; la contribution du secteur industriel serait revue de 5 points à la hausse, à 26 % du PIB en 2018/19, symétriquement, le secteur tertiaire passe à 43,5 % (-5 points) et l'agriculture est à 23,5 %. Cette mise à jour conduirait le ratio dette/PIB à la baisse – il passerait de 42,7 à 37,6 % du PIB – pouvant ainsi dégager des capacités d'emprunt supplémentaires. A contrario, le ratio recettes domestiques/PIB passerait de 14,8 % à 13,0 % en 2018/19, loin derrière la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, située à 23 %.

RWANDA

▪ **Projet de promotion de systèmes de cuisson durable financé par l'UE.** Le projet, annoncé le 14 octobre, a pour objectif de lutter contre la déforestation via la promotion de l'usage de carburants de biomasse plus propres ainsi que d'appareils de cuisson efficaces. Entre 1990 et 2000, le pays aurait perdu 37 % de sa couverture en forêt du fait de la dépendance au bois pour la cuisson. Le gouvernement vise ainsi à réduire l'usage du bois et charbon de bois pour la cuisson de 83 % à 42 % d'ici 2024. Le projet, d'un montant de 5 MEUR, sera financé par l'Initiative « Alliance mondiale de lutte contre le changement climatique+ » (AMCC+) de l'UE.

▪ **Diminution des pénalités pour les retardataires dans le paiement des impôts.** Afin d'améliorer l'environnement des affaires, le gouvernement rwandais est revenu sur une loi de 2005 qui instituait une pénalité

équivalente à 60 % du montant dû pour tout retard dans le paiement des impôts. Depuis le 11 octobre 2019, l'amende dépend de la durée du retard : 20 % dans les 30 premiers jours après la clôture du délai de paiement, 40 % dans les 60 premiers jours, puis 60 % après 60 jours.

SOUDAN

- **Arrêt des exportations d'animaux vivants vers l'Arabie Saoudite et l'Égypte.** Le Secrétaire Général du ministère des ressources animales soudanais confirme l'arrêt par l'Arabie Saoudite de toutes les importations d'animaux vivants, suite à l'apparition de cas de fièvre de la vallée du Rift chez des caprins à l'Est du Soudan. Les autorités égyptiennes auraient fait de même. Cette décision pourrait fortement impacter toute la filière soudanaise, tant les producteurs que les exportateurs. Les animaux vivants, principalement exportés vers l'Arabie Saoudite et l'Égypte, représentent, après l'or, le deuxième poste d'exportation du Soudan avec des recettes supérieures à 700 MUSD en 2018.

TANZANIE

- **Restriction des avantages accordés à l'investisseur chinois chargé du développement du port de Bagamoyo.** Le gouvernement tanzanien a imposé de nouvelles conditions restrictives à l'investisseur chinois, *China Merchants Holdings International*, en charge du développement du port de Bagamoyo. Ces conditions sont : la réduction du bail à 33 ans au lieu de 99 ans, l'absence de statut spécial et donc d'exemption fiscale ainsi que l'absence de réduction concernant les frais de fonctionnement (eau et l'électricité). De plus, l'investisseur doit obtenir l'approbation du gouvernement pour tout autre investissement dans le port. Enfin, le gouvernement a aussi précisé qu'il serait libre de développer d'autres ports qui pourront être en concurrence directe avec port de Bagamoyo. Pour rappel, le projet portuaire de Bagamoyo estimé à 5,6 Mds USD relevait initialement d'un accord signé en 2013 par le président chinois Xi Jinping et le président tanzanien Jakaya Kikwete.

- **Accord entre *Barrick Gold* et le gouvernement tanzanien.** Après trois ans de conflit, *Barrick Gold* accepte de verser 300 MUSD au gouvernement tanzanien, ce qui devrait lui permettre de reprendre ses exportations. De plus, le gouvernement se verra également attribuer 16 % du capital de la nouvelle société d'exploitation *Twiga Minerals*, filiale de *Barrick Gold*. Pour rappel, en 2017 *Barrick Gold* avait reçu une amende de 190 Mds USD des autorités tanzaniennes au titre d'impôts, de pénalités et d'intérêts impayés accumulés au cours des dernières années.